

## EN BREF

PAS DE HAUSSES  
DU SALAIRES DES ÉLUS

**LE LOCLE** Les conseillers communaux du Locle (NE) ne verront pas leur taux d'occupation augmenter de 50 à 80%. Les citoyens de la commune des Montagnes neuchâtelaises ont largement refusé hier cette modification du règlement général et la hausse de salaire qui en découlait. ATS

## MAGAZINES TROP CHERS

**PRESSE** Le conseiller national Dominique de Buman (pdc, FR) a déposé une initiative parlementaire pour réguler le prix des revues étrangères, indique «Le Matin Dimanche». «Assez, c'est assez, nous ne sommes pas les vaches à lait de l'Europe!» tonne l'élu qui veut permettre à la Commission de la concurrence (COMCO) d'interdire le prix imposé par les éditeurs étrangers en cas d'abus. Il a le soutien de Monsieur Prix, Stefan Meierhans, et de la Fédération romande des consommateurs (FRC). ATS

## BOURGEOIS EN VERVE

**SONDAGE** Si les Suisses avaient voté à la fin février, le PLR aurait obtenu 24,8% des voix des électeurs, soit la plus belle envolée parmi les partis, selon un sondage de l'institut gfs.bern publié par le «SonntagsBlick». Aux élections fédérales d'octobre, les libéraux-radicaux avaient rassemblé 16,4% des suffrages. PDC et PS auraient également grappillé quelques voix, à respectivement 12,4% (+0,8 point) et 19,3% (+0,5 point). Le PBD aurait repris des couleurs passant des 4,1% à 7%. Dans le camp des perdants de ce sondage, l'UDC aurait perdu sept points, à 22,4%. ATS

## BUDGET ACCEPTÉ

**BIENNE** Après un refus en novembre, les citoyens biennois ont accepté hier à une large majorité la nouvelle version du budget 2016 qui présente un résultat équilibré. Celle-ci prévoit une hausse d'impôt d'un dixième et le rétablissement de certaines subventions. La participation s'est élevée à 28,5%. ATS



Guido Fluri avait lancé l'initiative sur la réparation des enfants placés en 2014. KEYSTONE

# Récit de cinquante ans d'abus

**ENFANTS PLACÉS** • De 1958 à 2011, une femme a subi des sévices de la part de sa tutrice. Son histoire paraît dans un livre, au moment où le parlement se penche sur la réparation.

ARIANE GIGON, ZÜRICH

Placée, violée, brutalisée, humiliée, affamée: la liste des sévices subis par Lina Zingg, selon son nom d'emprunt dans le livre qui lui est consacré, fait déjà froid dans le dos. La durée de son calvaire, 53 ans, est encore plus glaçante. En 2011, celle qui est finalement libérée à l'âge de 71 ans, grâce à l'intervention des filles de celle qui fut son bourreau, pèse 45 kg et est à moitié aveugle. Entre autres séquelles.

L'auteur de l'initiative sur la réparation, Guido Fluri, en profite pour demander au parlement de trouver rapidement une solution pour indemniser les victimes comme Lina Zingg. Le Conseil national doit se prononcer le 26 avril prochain.

## Archives insuffisantes

Pour son livre, la journaliste Lisbeth Herger a non seulement consulté toutes les archives existantes, mais aussi parlé longuement avec les personnes impliquées. «Les documents officiels ne suffisent pas, a-t-elle expliqué au média «Watson». Ils sont le résultat

des décisions hâtives des autorités – à 18 ans, Lina est diagnostiquée schizophrène et légèrement débile, ce qui se révélera faux – puis des manipulations de la tutrice.»

## «Les victimes devraient obtenir justice de leur vivant»

GUIDO FLURI

Chez cette femme se prétenant médecin, psychologue et thérapeute de la voix, habitant un quartier sur les hauts de Zurich, Lina sera violée, durant quatorze années, par le premier mari. En cas d'oubli d'une tâche, elle devra rester sur ses genoux, à l'extérieur, jusqu'à ce qu'ils saignent. Sera douchée à froid. Devra porter un sparadrapp sur sa bouche pendant des heures en cas de parole jugée malheureuse. Sera frappée à coups de balai. Isolée de sa famille, menacée et manipulée, elle développera le syndrome de Stockholm, selon

Lisbeth Herger, et n'osera jamais prendre la fuite.

Ce destin tragique est non seulement un cas, parmi des milliers d'autres, de l'histoire des placements forcés arbitraires ayant eu lieu en Suisse jusqu'en 1981, mais aussi une histoire de classes sociales. Le frère de la victime, qui était l'aînée de six enfants nés de parents pauvres dans la vallée du Rhin (SG), a tout essayé pour attirer l'attention des autorités sur le sort de sa sœur, en vain. «On ne nous a jamais crus», a-t-il expliqué au magazine «Beobachter» en 2013. En revanche, la tutrice a constamment trompé les autorités, qui n'ont pas posé de questions. Elle a même empêché au total un demi-million de francs pour soins donnés à une personne sous tutelle.

## Excuses officielles

Ce sont les trois filles de la femme-bourreau, revoyant leur ancienne gouvernante à l'occasion du 90<sup>e</sup> anniversaire de leur mère, avec qui elles avaient coupé les ponts, qui ont lancé l'alerte. Les autorités de protection de

l'enfance de la ville de Zurich ont alors, enfin, réagi très vite, trouvé une place dans un home. Elles ont aussi présenté des excuses officielles en 2013. La place d'EMS est en outre financée par la ville.

La tutrice est décédée durant l'été 2015. Seul survivant, son deuxième mari, qui avait répondu au «Beobachter» en 2013, avait rejeté les accusations, les mettant sur le compte d'une volonté de vengeance des trois filles. Le frère de Lina Zingg, qui vient de fêter son 76<sup>e</sup> anniversaire, et son épouse ont renoncé à toute action en justice pour obtenir réparation, pour éviter de raviver les blessures mais aussi par manque de moyens.

Guido Fluri, qui avait lancé l'initiative sur la réparation en 2014, y voit une raison de plus de venir rapidement en aide aux victimes. «La contribution de solidarité que nous proposons sera d'une part un signe de reconnaissance des torts subis. Mais aussi, un moyen d'apporter une aide dans les cas de grande détresse. Comme Madame Zingg, la plupart des victimes sont âgées et en

mauvaise santé. Il revient donc au parlement, de trouver une solution rapidement. Le plus grand nombre possible de victimes devrait obtenir justice du temps de leur vivant. Si cela n'arrive pas, notre société n'aura pas assumé sa responsabilité à leur égard.»

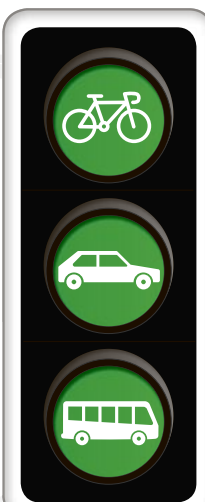
## Similarité des cas

Pour Guido Fluri, «le destin de Lina Zingg, même extrême, présente les caractéristiques générales de ce que nous voyons, au sein du comité de l'initiative, dans de nombreux cas de l'histoire suisse du droit de tutelle». Le Conseil national doit se pencher le 26 avril sur l'initiative et sur le contre-projet du Conseil fédéral (qui prévoit une somme d'indemnisation de 300 millions, contre 500 millions dans l'initiative). Aujourd'hui, selon Lisbeth Herger «Lina Zingg va bien, toutes proportions gardées» et se plaît dans l'EMS où elle vit. I

> Lisbeth Herger: «Unter Vormundschaft. Das gestohlene Leben der Lina Zingg» («Sous tutelle, la vie volée de Lina Zingg»); Editions Hier und Jetzt

PUBLICITÉ

## Aller de l'avant!



● **Finis les bouchons sur les routes**

Taxes et redevances routières en hausse, mais bouchons toujours plus nombreux. C'est inadmissible! Les communes et agglomérations en souffrent tout particulièrement. Il faut les décharger.

● **Accroître la sécurité**

Les routes sont à la limite de leur capacité. La population augmente et avec elle le trafic. Les contournements des quartiers résidentiels apportent de la sécurité. Tout le monde profite de la modération du trafic – aussi les cyclistes et les piétons.

● **Ne pas augmenter le prix de l'essence**

Le Parlement veut augmenter le prix des carburants pour aménager les routes. L'initiative empêche cela. Sur les quelque 9 milliards de fr. que les usagers de la route versent à la Confédération, seuls 30% vont à l'infrastructure routière. L'argent est donc bien là, il suffit de l'engager à bon escient.

● **Pour l'économie, les arts et métiers**

Les artisans et entreprises de services ont besoin de bonnes liaisons routières. Les bouchons provoquent des pertes d'environ 2 milliards de francs. A charge finalement des clients et consommateurs!

**OUI**  
le 5 juin

financement-equitable-transports.ch

## Politiciens en herbe impliqués

La Fédération suisse des parlements des jeunes (FSPJ) a décidé de créer un Parlement national des jeunes. Quelque 150 membres de tous les cantons et du Liechtenstein ont décidé de lancer ce projet samedi à Lucerne lors de l'assemblée annuelle de la fédération. Au cours des vingt dernières années, environ 65 parlements et conseils de jeunes ont vu le jour dans les cantons et communes suisses ainsi qu'au Liechtenstein. Mais une telle structure n'existe pas au niveau national, pourtant idéale pour améliorer la participation des jeunes entre 14 et 25 ans, selon la FSPJ.

Ce projet ne fait pas l'unanimité. Pour le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ), il crée un «doublon» et exclut de nombreux jeunes, car composé de 52 représentants issus à parts égales des partis de jeunes et des parlements de jeunes. Le secrétaire général du CSAJ Andreas Tschöpe évoque dans un communiqué «un parlement des jeunes pour une petite élite». ATS

## TERRORISME

## Surveillance accrue en Suisse

Selon la cheffe de fedpol Nicoletta della Valle, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) a en ce moment 200 à 300 djihadistes potentiels dans le viseur en Suisse. Le SRC scrute notamment les réseaux sociaux et les personnes qui y expriment des sympathies pour l'Etat islamique, qui font montre d'un comportement suspect ou qui semblent s'exclure de la société, a déclaré la cheffe de l'Office fédéral de la police (fedpol) dans l'émission «Samstagsrundschau» de la radio alémanique SRF.

Le profil d'éventuels djihadistes est quelque peu différent en Suisse, par rapport à la France ou la Belgique. Ici, on doit aussi prendre en considération des jeunes qui commenceraient à se radicaliser après une rupture dans leur parcours de vie. Ils ne sont peut-être jamais allés en Syrie et ont une maturité en poche, a expliqué en substance M<sup>me</sup> della Valle. La cheffe de fedpol dirige notamment la task



L'équipe de Nicoletta della Valle scrute les réseaux sociaux. KEYSTONE

force Tetra et coordonne la lutte contre le terrorisme de la Confédération et des cantons. Comme après chaque attentat de l'envergure de ceux de Bruxelles, la task force a tout de suite été activée.

Un attentat suscite toujours les mêmes questions: y a-t-il un lien avec la Suisse? Des per-

sonnes, véhicules ou armes ayant une connexion avec la Suisse sont-ils impliqués? Dans ce cas, «nous n'avons trouvé aucune connexion avec la Suisse pour l'instant», a déclaré Nicoletta della Valle. Les autorités des deux pays continuent d'échanger intensivement des informations, a-t-elle assuré. ATS